Sciences Po / fonds CEVIPOF

Département des Landes — Elections législatives du 23 Novembre 1958



Première Circonscription

Landaises, Landais,

La Fédération Socialiste S. F. I. O., réunie en Congrès, Dimanche 19 Octobre, à Morcenx, **à l'unanimité,** m'a investi pour les élections législatives du 23 Novembre. La Commission Administrative permanente ensuite m'a désigné comme candidat de la 1re Circonscription.

Le Congrès désigna également à l'unanimité DUCOURNEAU comme remplaçant.

Il y a treize ans que, pour la première fois, vous m'avez témoigné votre confiance. Vous me l'avez renouvelée à quatre reprises.

Je me présente à vous avec la conscience d'avoir loyalement rempli mon mandat.

Il y a treize ans... les élections se déroulaient alors sous le signe de la Libération.

Nous avons, depuis, accompli un effort considérable et heureux. Notre économie peut soutenir la comparaison avec les économies étrangères.

Mais cependant un problème grave nous menace : la prolongation de la lutte en Algérie.

Nous avons peiné pendant les huit années que dura la guerre en Indochine. Les mouvements insurrectionnels de Madagascar en 1947, de Tunisie de 1952 à 1954, du Maroc de 1953 à 1955 ont exigé de nous des efforts sérieux.

On a pu se demander si la révolte d'Algérie n'allait pas nous accabler. On a pu craindre, le 13 Mai, la fin du régime républicain.

Le Parti Socialiste comprit l'extrême gravité du danger. Oubliant les querelles anciennes et subalternes, il eut, par l'intermédiaire de ses dirigeants, des conversations honnêtes avec un homme honnête, le Général de Gaulle.

J'ai voté l'investiture du Président de Gaulle.

J'ai voté le 2 Juin les pouvoirs qu'il réclamait.

Je l'ai fait avec le sentiment de n'avoir jamais méconnu la doctrine du Parti Socialiste.

Je l'ai fait pour écarter de notre vie quotidienne les risques du terrorisme, du fanatisme, de la dictature et de la guerre.

La crise dure en Algérie. Il importe d'y mettre fin.

Sa prolongation est un danger pour nos libertés, pour nos finances, pour notre économie, pour notre développement social, pour notre position internationale.

Le Parti Socialiste réaffirme qu'il faut envisager, pour le problème algérien, une solution politique, c'est-à-dire, résultant de négociations avec les représentants qualifiés de la population, sans aucune exclusive. Solution loyale, juste et humaine.

Si ce problème est le plus urgent, il ne nous fait pas oublier les autres, économiques et sociaux.

Après la chute de Guy Mollet s'est déclanchée une importante hausse des prix qui marque le malaise de notre économie.

Il est bon de rappeler certains principes qui nous sont chers :

Augmentation du volume de la production. Politique permanente du plein emploi qui supposent, toutes deux, une organisation méthodique nationale et régionale, aussi bien de l'industrie que de l'agriculture, qui supposent aussi un **enseignement rénové**, réservant une plus large place à **l'Enseignement Technique, à la formation professionnelle, à l'Orientation de la Main-d'Œuvre.**

Nécessité d'orienter notre production industrielle vers l'exportation.

Priorité de **l'équipement national** sur les investissements inutiles.

Développement de l'artisanat en vue d'un meilleur rendement et des besoins nouveaux auxquels il peut faire face avec le concours des organisations professionnelles.

Allègement et organisation de la distribution avec le concours des Coopératives et de la Profession.

La politique du crédit doit être déterminée en fonction du plan de modernisation et de l'équipement.

Nous essaierons de faire adopter une réforme fiscale portant simplification et juste répartition des charges.

Le revenu social justement réparti **implique** la **sécurité du travail** et la **protection de la vieillesse.**

Poursuivre la politique du logement commencée sous le Gouvernement à direction Socialiste.

En ce qui concerne l'Agriculture nous entendons :

— Favoriser l'exploitation familiale, l'accession à la propriété pour diminuer l'exode rural.
— Etudier et appliquer des programmes régionaux de vulgarisation.
— Assurer la formation professionnelle des jeunes.
— Protéger l'exploitation contre tous les risques. (maladie - accidents - incendie).
— Protéger contre les calamités agricoles.
— Garantir les prix. - Organiser les marchés.
— Orienter la production vers les débouchés extérieurs.
— Intervenir pour la création d'un centre régulateur du marché du vin.
— Poursuivre l'électrification.
— Multiplier les adductions d'eau.
— Etudier de vastes plans d'ensemble pour l'écoulement et l'utilisation des eaux.
— Poursuivre une politique d'amélioration de l'habitat rural.
— Soutenir le principe des aménagements régionaux et veiller à ce que ceux-ci contribuent au maintien et à l'amélioration des petites et moyennes exploitations familiales.

Nous entendons défendre la forêt :

En assurant aux gemmeurs domaniaux et privés un salaire raisonnable, indexé par exemple sur le S. M. I. G. agricole.

En demandant à ce que les domaniaux soient payés sur des crédits budgétaires.

En donnant dans la région agro-sylvo-pastorale les moyens de vivre et d'élever convenablement une famille.

En garantissant les gemmeurs contre les accidents du travail.

En faisant voter la proposition de loi que j'ai déposée, relative à l'application de la législation du travail, de la main-d'œuvre et de la sécurité sociale aux ouvriers des exploitations forestières et des scieries.

L'entrée de la France dans le Marché Commun nous oblige à repenser le problème de l'exploitation de la forêt. Il nous paraît indispensable de disposer de produits d'une qualité bonne et homogène. Cela suppose une modernisation de la distillation. Des études sérieuses ont été rédigées, nous demandons à ce qu'elles soient publiées, étudiées, pour être ensuite appliquées.

J'assure tous les gemmeurs de mon entier concours, ainsi que tous les artisans de la prospérité de notre forêt.

Beaucoup de points de ce programme ont reçu un commencement d'exécution sous le Ministère Guy Mollet.

Nous attachons le plus grand prix à la formation de la jeunesse

Nous défendrons la réforme de l'enseignement dont le but est d'assurer à tous les enfants le plein développement de leurs facultés, de donner à tous, au départ, une égalité de chances.

Il appartient au Parti Socialiste de veiller avec soin sur le berceau de la Vme République. Il vous appartient, électeurs landais, électrices landaises de l'aider en lui accordant votre confiance. De l'aider à poursuivre la voie indiquée par Guy Mollet, Président du Conseil, la voie que le Général de Gaulle a reconnue comme la meilleure puisqu'il l'a choisie.

Vive la France, Vive la République !

Marcel DAVID

Candidat du Parti socialiste S. F. I. O. - Député sortant

Secrétaire Général du Groupe Parlementaire S. F. I. O.
Membre de la Commission Administrative des élus municipaux et cantonaux Socialistes.
Responsable de la Commission Nationale Socialiste d'Etudes (Section Finances).
Membre de la Commission des Finances.
Rapporteur du Budget de la Santé Publique, du Budget de l'Enseignement Technique, de la Jeunesse et des Sports.
Membre de la Sous-Commission de la para-fiscalité.
Membre de la Sous-Commission de la réforme fiscale.
Membre du Comité Central du Coût et du Rendement des Services Publics.
Membre du Conseil d'Administration du Conservatoire des Arts et Métiers.
Membre du Haut Comité d'Etudes et d'Information sur l'Alcoolisme.
Membre du Comité Consultatif pour la répartition des fonds pour l'adduction d'eau rurale.
Membre du Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique et du Progrès Technique.

Remplaçant éventuel :

JEAN DUCOURNEAU
EXPLOITANT AGRICOLE
Croix de Guerre 1944-45 (2 citations)
Croix de la Valeur Militaire
Vice-Président de la Chambre d'Agriculture
Président de la Fédération des Viticulteurs

Vu : le Candidat.

Imprim. Ricard - Mt-de-Marsan

Sciences Po / fonds CEVIPOF